



## **CONSEIL DE COMMUNAUTE VENDREDI 29 SEPTEMBRE 2023**

L'an deux mille vingt trois, le vingt neuf septembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

### **Présents**

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, RIOU Michel, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénac, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

### **Secrétaire de séance**

GOALEC Bernard

### **Excusés**

CANN Joël (pouvoir à QUENTRIC-BOWMAN Morgane)  
PHILIPPE Georges (pouvoir à GRALL Renaud)  
SERGENT André (pouvoir à SOUDON Chantal)  
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)  
TRMAL Marie-France (pouvoir à APPELGHEM Ludovic)  
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)  
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)  
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)  
SOUN Véronique (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

### **Absents**

BERVAS Viviane, BOSSER Christian, THOMIN Mélanie

Conseil de Communauté du 29 septembre 2023  
Délibération n°DCC2023\_120

Objet	Désignation du référent déontologue des élus
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Finances
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

**EXPOSÉ DES MOTIFS :**

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit, en son article 218, que tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local (article L.1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales).

Le référent déontologue doit être désigné par délibération de l'organe délibérant.

Les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Le référent déontologue ne peut être choisi parmi les personnes exerçant, au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées, un mandat d'élu local, ou ayant exercé la fonction depuis moins de trois ans. Il ne peut s'agir également d'un agent de ces collectivités.

Il appartient donc au conseil de Communauté de nommer le référent déontologue des élus de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas jusqu'à l'expiration du mandat municipal 2020-2026. Au terme de cette durée, il pourra être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de ses missions.

L'AMF a publié une liste de référents déontologues pour les élus. Il est proposé au conseil de désigner Madame Corinne HERVÉ, ancienne Directrice générale des services de collectivité et ancienne déontologue pour le Centre De Gestion du Morbihan.

Modalités de saisine

Le référent déontologue peut être saisi directement, par tout élu local de la collectivité, par voie écrite, de préférence par mail précisant dans son objet « Saisine du référent déontologue - Nom de la collectivité - Confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent étudiera les éléments transmis par l'élu et pourra demander des informations complémentaires (par écrit ou à l'oral).

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande, par écrit ou à l'oral, en fonction du souhait de l'élu concerné.

Les avis et conseils donnés par le référent déontologue demeurent consultatifs.

Le référent déontologue sera rémunéré par une indemnité de vacation dont le montant est fixé par dossier traité, conformément à l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local. Les

questions complexes seront traitées par un collège de référents déontologues et entraîneront un cumul de vacations.

Cette indemnité sera versée par la commune sur présentation d'une facture. Des frais éventuels de transport et d'hébergement peuvent être pris en charge en cas de besoin dans les conditions applicables aux personnels de la fonction publique territoriale.

## **DÉLIBÉRATION:**

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et son décret d'application n°2022-1520 du 6 décembre 2022,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission ressources du 14 septembre 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 29 août 2023

### **Le conseil de Communauté à l'unanimité**

**Article 1 : désigne comme référent déontologue des élus de la Communauté jusqu'au terme du mandat en cours :**

**- Madame Corinne HERVÉ**

**- un collège de référents déontologues sollicités dans la liste des référents publiée par l'Association des Maires de France à l'initiative de Madame HERVÉ en cas de question complexe.**

**Article 2 : autorise le paiement des vacations effectuées à hauteur de 80 € la vacation d'un référent.**

**Article 3 : fixe les modalités de saisine du référent déontologue des élus comme indiqué ci-dessus.**